

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1369

2 juin 2012

SOMMAIRE

Adames S.A.	65711	Cicerono Group S.A.	65676
Agar S.A.	65711	Cinven (Luxco 2) S.A.	65689
Agio Investments S.A.	65668	COFULUX-Invest S.A.	65690
Agoranet Holding S.A.	65712	Colim S.A.	65679
Agropolis S.A.	65712	Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie	65668
Alata Investment S.A.	65678	Cosafin S.A.	65678
Alger Sicav	65693	Costa dei Fiori S.A.	65679
Algodeal Luxembourg S.à r.l.	65693	Dartagnan Luxembourg S.A.	65709
Allbest S.A.	65667	Dengold Overseas S.A., SPF	65689
Althea S.A.	65709	Euro F.D. Holdings S.A.	65666
Althea S.A.	65710	Europa Managed Assets	65674
Ana Holding S.A., SPF	65677	Ficop Investments S.A.	65675
Ana Investments S.A.	65675	Financière du Stuff S.A.	65674
Anderson Finance S.A.	65694	Firola Investment SPF S.A.	65689
Anya-L Strategic S.à r.l.	65710	Goyaz S.A.	65666
Arcelor Investment Services S.A.	65709	KBL EPB Equity Fund II	65671
ArcelorMittal Holdings, Schifflange facili- ties S.à r.l.	65710	NFC Luxembourg S.A.	65669
Aurigans S.A.	65712	Nikkei Invest Corporation S.A., SPF	65675
Azulux S.A.	65666	OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l.	65694
Baumann and Partners Sicav	65673	Poncellina S.A.	65711
Belvie Real Estate S.A.	65667	Procobel S.A.	65670
Blader Holding S.A.	65677	Rocky Mountains Holding S.A., SPF	65669
BNP Paribas Fortis Funding	65668	Soceurfin S.A., SPF	65678
Bofil	65667	Soleil Finance S.A.	65676
Causerman Investissements S.A.	65677	Subsea 7 S.A.	65670
CCEL Prop Co. B S.à r.l.	65679	WealthCap S.A. SICAV-SIF	65673
CCN S.A. (Centre Coordination Nationale pour l'Information, la Valorisation et le Compostage)	65669	Zandery Investments S.A.	65676

Azulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 70.273.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 juin 2012 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012055426/10/18.

Goyaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 67.872.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 juin 2012 à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012058593/10/18.

Euro F.D. Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 57.475.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 juin 2012 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059204/10/18.

Belvie Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 143.447.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 20 juin 2012 à 16:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2008, 2009, 2010 et 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059881/696/18.

Allbest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 124.079.

Les Actionnaires et Obligataires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 20 juin 2012 à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Prolongation du mandat du commissaire aux comptes
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059882/696/18.

Bofil, Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 6.622.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 22 juin 2012 à 16.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012063488/755/18.

Agio Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 143.446.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *20 juin 2012* à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059883/696/17.

COFI, Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 9.539.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le *20 juin 2012* à 11.00 heures au siège social afin de débattre de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2011;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. Affectation du résultat; Attribution d'un dividende par action;
4. Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2011;
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leurs fonctions pour l'année 2011;
6. Elections statutaires;
7. Rachat d'actions propres; autorisation à conférer au Conseil d'administration;
8. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou à l'un des établissements ci-après:

Luxembourg: Banque Internationale à Luxembourg, société anonyme, Luxembourg

Suisse: PKB PRIVATBANK A.G., Lugano

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire qui devra être actionnaire.

Pas de quorum de présence requis. Les résolutions seront adoptées à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012061713/1017/27.

BNP Paribas Fortis Funding, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 24.784.

In accordance with the article 85 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the bondholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

held extraordinarily which will be held on *June 20, 2012* at 11.00 a.m. at Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Resignation of the private limited company PricewaterhouseCoopers as approved statutory auditor.

2. Appointment of the private limited company Deloitte Audit, R.C.S. Luxembourg B 67895, having its registered office at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, as approved statutory auditor until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2017.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012063487/29/16.

CCN S.A. (Centre Coordination Nationale pour l'Information, la Valorisation et le Compostage), Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 29, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 44.191.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 22. Juni 2012 um 11.00 Uhr, in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, mit folgender Tagesordnung stattfindet :

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Bericht des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 2011
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012063489/534/17.

NFC Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 61.079.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 22 juin 2012 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012063490/506/17.

Rocky Mountains Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 16.204.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 22 juin 2012 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Distribution d'un dividende à prélever sur les résultats reportés des exercices précédents.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012063492/755/14.

Procobel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 15.214.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *21 juin 2012* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion de l'administrateur unique et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

L'administrateur unique.

Référence de publication: 2012063491/506/17.

Subsea 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.172.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Subsea 7 S.A. (the "Company"), RCS Luxembourg N° B 43172 having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, will be held at its registered office on *June 22, 2012* at 3:00 pm (local time) for the following purposes:

Agenda:

1. To consider (i) the management reports of the Board of Directors of the Company in respect of the unconsolidated and consolidated financial statements of the Company and (ii) the reports of Deloitte S.A., Luxembourg, authorised statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") on the unconsolidated financial statements and the consolidated financial statements of the Company, for the fiscal year ended December 31, 2011, as published on March 23, 2012 and as are available on the Company's website at: www.subsea7.com
2. To approve the unconsolidated financial statements of the Company for the fiscal year ended December 31, 2011, as published on March 23, 2012 and as are available on the Company's website at: www.subsea7.com
3. To approve the consolidated financial statements of the Company for the fiscal year ended December 31, 2011, as published on March 23, 2012 and as are available on the Company's website at: www.subsea7.com
4. To approve the allocation of results including the payment of a dividend of the Company for the fiscal year ended December 31, 2011, as recommended by the Board of Directors of the Company, namely a dividend of \$0.60 per Common Share, payable on July 5, 2012 to Shareholders (and on July 10, 2012 to holders of ADSs) of record as of June 28, 2012.
5. To discharge the Directors of the Company in respect of the proper performance of their duties for the fiscal year ended December 31, 2011.
6. To elect Deloitte S.A., Luxembourg as authorised statutory auditor ("réviseur d'entreprise agréé") to audit the unconsolidated and consolidated financial statements of the Company, for a term to expire at the next Annual General Meeting of Shareholders.
7. To re-elect Mr. Kristian Siem as a Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2014 or until his successor has been duly elected.
8. To re-elect Sir Peter Mason, KBE FREng as an Independent Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2014 or until his successor has been duly elected.
9. To re-elect Mr. Jean Cahuzac as a Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2014 or until his successor has been duly elected.
10. To re-elect Mr. Robert Long as an Independent Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2014 or until his successor has been duly elected.
11. To ratify the appointment on 15 March 2012 by the Board of Directors of Mr. Eystein Eriksrud as a Director of the Company in replacement of Mr. Mel Fitzgerald and to re-elect Mr. Eystein Eriksrud as a Director of the Company to hold office until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2014 or until his successor has been duly elected.

12. To approve the payment (subject to the conditions set out below) of an extraordinary dividend payable in kind by the allocation of shares in VERIPOS Inc., a company incorporated under the laws of the Cayman Islands with the holding of ten Common Shares in the Company entitling to one share in VERIPOS Inc., with fractional entitlements being rounded downwards without compensation to the nearest full number of VERIPOS Inc. shares, and the delegation to the Board of Directors to take all steps necessary or useful in connection with such distribution, including the determination of payment dates to Shareholders of record as of 28 June 2012.

To assure their representation at the Annual General Meeting, shareholders are hereby requested to fill in, sign, date and return the Proxy Card in the return envelope provided for such purpose. The deadline for submission of votes of American Depositary Receipt holders is June 13, 2012 and for holders of Common Shares is so as to arrive at the registered office by June 15, 2012.

The giving of such Proxy will not affect the right of the shareholders to revoke such Proxy or vote in person should you later decide to attend the meeting.

The convening notice with its appendix are available on the Company's website at: www.subsea7.com

May 25, 2012.

Mr. Kristian Siem
Chairman

Référence de publication: 2012063493/795/58.

KBL EPB Equity Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 43.091.

Le conseil d'administration de la Société a décidé de fusionner les compartiments tels que repris ci-dessous (les Compartiments Absorbés) par voie de fusion par absorption avec effet au 31 juillet 2012 (Jour de Fusion) dans des nouveaux compartiments spécialement créés à cet effet au sein du fonds KBL Epb Equity Fund (les Compartiments Absorbants), reprenant les mêmes termes et conditions que les Compartiments Absorbés. Cette fusion entraînera la dissolution de la Société.

Compartiments Absorbés

KBL EPB Equity Fund II - North America

KBL EPB Equity Fund II - Japan

KBL EPB Equity Fund II - Europe

Ci-après les "Fusions"

Compartiments Absorbants

KBL EPB Equity Fund - North America Value

KBL EPB Equity Fund - Japan Value

KBL EPB Equity Fund - Europe Value

Information relative aux fusions

I. Contexte et motivation

L'objet de la fusion est de vous faire bénéficier d'une économie d'échelle en opérant une rationalisation économique. En effet, KBL Epb Equity Fund et la Société sont des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) tous deux promus par KBL European Private Bankers S.A. et ayant la même direction, administration et gestion.

II. Incidence des Fusions

La politique et la stratégie de placement ainsi que la présentation périodique des rapports des Compartiments Absorbés demeurent inchangées et les Fusions ne devraient pas avoir pour effet de modifier les résultats attendus ou la performance des Compartiments Absorbés.

Par ailleurs, Les caractéristiques de la Société Absorbante sont les mêmes que celles de la Société Absorbée, à l'exception des caractéristiques suivantes:

Caractéristiques	Compartiments Absorbés	Compartiments Absorbants
Commission de rachat	Max. 0.5%	Max. 2%
Commission de conversion	0%	Max. 1%
Commission de gestion	Max. 1.25%	Max. 1.5%
Délai paiement souscription/rachat	Le 3ème jour ouvrable bancaire à Luxembourg suivant le Jour de Calcul.	Le 4ème jour ouvrable bancaire à Luxembourg suivant le Jour d'Evaluation.

En ce qui concerne les coûts, la commission de souscription, demeure inchangée, de même qu'en ce qui concerne la devise de référence. La Société pourrait cependant bénéficier d'une économie d'échelle par rapport à d'autres coûts grâce à la rationalisation de la structure.

Tous les frais relatifs aux Fusions seront supportés par la Société de Gestion.

Comme toute opération de fusion, cette opération peut entraîner un risque de dilution de la performance.

Il est fortement recommandé à chaque actionnaire de consulter, un avocat ou un conseiller fiscal afin de les informer sur les conséquences juridiques et fiscales possibles dans leur pays de résidence suite aux Fusions.

1. Termes et Conditions des Compartiments Absorbants

Les Compartiments Absorbants ont été nouvellement créés pour les besoins des Fusions et n'ont vocation avant la date de prise d'effet des Fusions qu'à recevoir les actifs des Compartiments Absorbés auxquels ils se rapportent. En aucun cas les Compartiments Absorbants ouvriront droit à la souscription d'action à des investisseurs autres que les actionnaires des Compartiments Absorbés correspondant au Jour de Fusion.

Les Compartiments Absorbés transféreront tous leurs actifs et dettes aux Compartiments Absorbants correspondants tel que susmentionné. Les actions détenues par les actionnaires des Compartiments Absorbés seront échangées contre l'émission de nouvelles actions des Compartiments Absorbants correspondants.

Les Compartiments Absorbants reprennent les principales caractéristiques des Compartiments Absorbés auxquels ils se rapportent.

2. Information relative à la Société Absorbante

KBL Epb Equity Fund est une société d'investissement à capital variable, constituée sous droit luxembourgeois, agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier en tant qu'OPCVM réglementé par la Partie I de la Loi de 2010 (la Société Absorbante). Le siège social de la Société Absorbante est située au 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

La Société Absorbante a été constituée le 10 novembre 2009 par devant notaire Me Henry Hellinckx. Les statuts de la Société Absorbante n'ont pas été modifiés depuis sa constitution et ont été publiés au Mémorial C, Recueil Sociétés et Association le 30 novembre 2009 sous le numéro 2328.

La Société Absorbante est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149251.

La Société Absorbante est un fonds d'investissement à compartiments multiples ayant également lancé les compartiments suivants en plus des Compartiments Absorbants :

- Best Dividend Euro
- Selected Equities Europe
- LuxInvest

Les membres du conseil d'administration, la société de gestion, le réviseur d'entreprise ainsi que les prestataires de services de la Société Absorbante (ie. agent de transfert et teneur de registre, agent domiciliataire, agent domiciliataire, agent payeur, banque dépositaire et distributeur) sont identiques à ceux de la Société.

III. Droits des actionnaires

Les actionnaires peuvent obtenir sur demande au siège social de la Société les termes de la fusion, le dernier prospectus de la Société, le rapport de la banque dépositaire et du réviseur d'entreprises relatifs à cette opération, le rapport annuel et semestriel de la Société Absorbante et de la Société, tout document légal relatif à la Société Absorbante ou toute autre information sont disponibles sur demande et sans frais auprès de Kreditrust Luxembourg S.A. (la Société de Gestion).

Les actionnaires de tous les Compartiments Absorbés ont la possibilité de demander le rachat sans frais de leurs actions par écrit à European Fund Administration S.A. en sa qualité d'agent de transfert délégué de la Société, à partir de la date de publication de cette notice dans les journaux et jusqu'au 23 juillet (la Date d'Échéance), soit 5 jours ouvrable avant le Jour de Fusion. Les demandes de rachat devront être réceptionnées avant la Date d'Échéance (Date d'Échéance incluse).

IV. Procédure et Date Effective des Fusions

Les Fusions ainsi que le Jour de Fusion qui est proposé, à savoir le 31 juillet 2012, sont soumises à l'approbation des actionnaires des Compartiments Absorbés qui les concernent.

En cas d'approbation des Fusions et du Projet de Fusions, les actionnaires nominatifs n'ayant pas demandé le rachat de leurs actions à la Date d'Échéance seront automatiquement inscrit au registre des actions du Compartiment Absorbant correspondant au Jour de Fusion. Les actionnaires au porteur n'ayant pas demandé le rachat de leurs actions à la Date d'Échéance devront rendre les certificats d'actions au porteur à la Société au plus tard au Jour de Fusion et demander que leur soit émis en échange d'actions nominatives ou d'actions au porteur du Compartiment Absorbant concerné au ratio d'échange de 1:1 tel que prévu dans le Projet de Fusion.

Convocation aux assemblées générales des actionnaires

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires

Les actionnaires de KBL Epb Equity Fund II sont invités à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue le 20 juin 2012 à 14:00 (heure de Luxembourg) avec l'agenda suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de fusion des compartiments comme suit:

Compartiments Absorbés

KBL EPB Equity Fund II - North America
 KBL EPB Equity Fund II - Japan
 KBL EPB Equity Fund II - Europe

Compartiments Absorbants

KBL EPB Equity Fund - North America Value
 KBL EPB Equity Fund - Japan Value
 KBL EPB Equity Fund - Europe Value

2. Présentation et approbation des comptes de la Société à la date du 20 juin 2012
3. Dissolution de KBL EPB Equity Fund II à la date du 31 juillet, date effective de la Fusion
4. Divers

Quorum et majorité

Les décisions sur tous les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire requiert un quorum de présence de 50% des actionnaires présents ou représentés et sont adoptées à la majorité des 2/3 des votes exprimés.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, l'assemblée générale sera reconvoquée le 25 juillet 2012 à 14:00 (heure de Luxembourg) au même endroit et ne sera plus soumise à aucune condition de quorum de présence et les décisions seront adoptées à la majorité des 2/3 des votes exprimés

Procurations et présence

Si vous ne pouvez pas personnellement assister à l'assemblée générale à laquelle vous êtes convoqués, vous pouvez utiliser le modèle de procuration joint pour nommer un mandataire qui votera pour votre compte suivant vos instructions. Les modèles de procurations sont également disponibles au siège social de la Société sur demande.

Toute procuration devra être reçue avant le 19 juin 2012 à 17:00 (heure de Luxembourg) aux bureaux de Kredietrust Luxembourg S.A., 11 rue Aldringen, L-2960 Luxembourg et adressée à l'attention de Mr Jean-Sébastien Kroonen.

Une copie facsimile de la procuration pourra être envoyée au +352 47 97 73910 à l'attention de Mr Jean-Sébastien Kroonen avant le 19 juin 2012 à 17:00 (heure de Luxembourg) et pourra être jugée suffisante, à condition que l'originale de la procuration suive par courrier à l'adresse susmentionnée.

Si vous avez l'intention de participer à l'assemblée générale extraordinaire à laquelle vous êtes convenu, nous vous serions gré de bien vouloir confirmer votre participation par e-mail jean.sebastien@kbl-bank.com : ou par téléphone au +352.47.97.39.85 au moins 48 heures avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire.

Référence de publication: 2012063494/755/119.

WealthCap S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
 R.C.S. Luxembourg B 152.769.

Zum 25. Mai 2012 wurde der Geschäftssitz der WealthCap S.A. SICAV-SIF an folgende Adresse verlegt:

WealthCap S.A. SICAV-SIF
 8 – 10, rue Jean Monnet
 L – 2180 Luxembourg

Luxemburg, im Mai 2012.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2012062802/14.

(120088351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2012.

Baumann and Partners Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
 R.C.S. Luxembourg B 142.296.

Die Aktionäre der Baumann and Partners Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 12. Juni 2012 um 10.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2011 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2011 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung

5. Utilisation des bénéfices
6. Divers

Les points de l'ordre du jour sont soumis à aucune condition de présence et les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées. La base de la majorité est constituée par les actions en circulation au cinquième jour avant l'Assemblée Générale Ordinaire (Journé) des actions ordinaires, conformément à l'article 26 de la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes communs.

Les actionnaires, qui ont leurs actions en dépôt chez une banque, sont priés de leur banque de leur adresser un certificat de dépôt, qui certifie que les actions sont bloquées en attendant l'Assemblée Générale, à la société à charger. Le certificat de dépôt doit être remis à la société cinq jours avant l'Assemblée Générale.

Les mandats de représentation peuvent être obtenus à l'adresse de la Baumann and Partners Sicav (DZ PRIVAT-BANK S.A.) au téléphone 00352/44903 - 4025, Fax 00352/44903 - 4506 ou par e-mail directors-office@dz-privatbank.com demandé.

Luxembourg, le 5 mai 2012.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059842/755/31.

Europa Managed Assets, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de EUROPA MANAGED ASSETS a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROPA INVEST S.A.

Société Anonyme

Société de gestion

Xavier ASPACHS ALEGRE / Santiago ALONSO MORLANS

Director / Director

BANQUE DE LUXEMBOURG

Société Anonyme

Banque Dépositaire

Nadine SCHAAK / Michèle BIEL

Fondateur / Conseiller de la Direction

Référence de publication: 2012059892/18.

(120084209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2012.

Financière du Stuff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.803.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 23 avril 2012, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 18 juin 2012 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012056721/795/19.

Ana Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 107.682.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 juin 2012 à 10.00 heures, au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31/12/2011, affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012052970/16.

Nikkei Invest Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 44.354.

La première Assemblée Générale Statutaire convoquée pour le 13 avril 2012 à 15h00 heures n'ayant pu délibérer valablement sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 21 juin 2012 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibérations et décisions sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012056042/755/17.

Ficop Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 96.827.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 juin 2012 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012056050/10/18.

Zandery Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 145.765.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *12 juin 2012* à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2010 et 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012056797/17.

Soleil Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 57.732.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 juin 2012* à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2008, 2009, 2010 et 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012056798/18.

Cicerono Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 35.932.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 juin 2012* à 11.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012056799/17.

Ana Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 75.064.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 juin 2012 à 10.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre de jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012058568/755/19.

Causerman Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 52.637.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 14 juin 2012 à 10.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre de jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs, au Président et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012058570/755/19.

Blader Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 35.263.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 12 juin 2012 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059844/506/16.

Soceurfin S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 57.537.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 14 juin 2012 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaires aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012058576/755/18.

Alata Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.822.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 juin 2012 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059840/795/17.

Cosafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 70.588.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 14 juin 2012 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059847/755/18.

Colim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 16.607.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *12 juin 2012* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059846/506/17.

Costa dei Fiori S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 39.245.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *11 juin 2012* à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059848/506/17.

CCEL Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 168.476.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth day of April.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 158.362,

here represented by Christine Schaub, born on January 6, 1958 in Sulzburg, Germany, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 12 April 2012.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name – Registered office – Object – Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "CCEL Prop Co. B S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may further acquire, develop, manage and/or sell directly or indirectly real estate assets in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

3.3 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.4. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if all members are present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by unanimous vote of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least two managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law and that the manager has acted in good faith.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

10.3. Subject-Matters of Resolutions

(i) The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law.

(ii) The shareholders shall resolve on the following subject matters whereas the legitimization of the Board to implement such resolutions shall in addition require (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.à r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF A, ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF B and ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) Any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) acquisition of shopping centres.

(b) Any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) disposal of shopping centres.

(c) Any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) real estate financings.

(d) Any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may following conditions: be distributed, at any time, under the (i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last

financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not taking into account the assets of the Company; and threatened,

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in numbers) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December 2012.

Subscription and payment

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. B S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1,-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a. Dr. Yves Marie Edmée Wagner, Director, born on November 16, 1958 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg; and

b. Ulrich Binninger, Managing Director, born on August 30, 1966 in Trier, Germany, with professional address at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen; and

c. José María Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L5326 Contern.

2. The registered office of the Company is established at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, upon request of the appearing party, this deed are drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

Whereupon the present deed was drawn up in Contern by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

This deed has been read to the representative of the appearing party, , who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Am siebzehnten Tag des Monats April im Jahre zweitausendzwoölf.

Ist vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg.

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 158.362,

hier vertreten durch Christine Schaub, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht welche am 12. April 2012 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wir oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt aufzusetzen.

I. Firma – Gesellschaftssitz – Gesellschaftszweck – Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „CCEL Prop Co. B S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Contern, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Sollte der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder voraussichtlich sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an inoder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Zweck der Gesellschaft ist zudem der Erwerb, die Entwicklung und Verwaltung und/oder der direkte oder indirekte Verkauf von Immobilienvermögen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland.

3.3. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendendpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbind-

lichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz und andere Risiken abzusichern.

3.5. Die Gesellschaft ist befugt jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktion in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lässt oder der Förderung des Gesellschaftszweckes zu dienen bestimmt sind.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-); die Geschäftsanteile wurden gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals beruht.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführungsrat. Wurden mehrere Personen zum Geschäftsführer ernannt, so bilden diese den Geschäftsführungsrat (der Rat).

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

8.2. Verfahren

(i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn alle Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie einstimmig von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind (die Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von mindestens zwei (2) Geschäftsführern gebunden.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

Art. 9. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen und der Geschäftsführer in gutem Glauben gehandelt hat.

IV. Gesellschafter

Art. 10. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Zirkularbeschlüsse (die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung Gesellschafter, welche drei Viertel des vertreten, abgeändert werden. der Mehrheit der Gesellschaftskapitals

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen

(i) Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände welche per Gesetz vorgeschrieben sind. abstimmen

(ii) Die Gesellschafter sollen über die folgenden Gegenstände entscheiden, wobei die Legitimation des Rates zur Implementierung solcher Beschlüsse zudem von (1) der Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l., und eine solche Genehmigung soll schriftlich festgehalten werden und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen dem ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF A, dem ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF B und dem ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung soll schriftlich festgehalten werden, abhängt:

(a) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren.

(b) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren.

(c) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung.

(d) Eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

Art. 11. Alleingesellschafter.

11.1. Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

11.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder den Zirkularbeschluss der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

11.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 12. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

12.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

12.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

VI. Auflösung - Liquidation

14.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen genehmigenden Beschluss der Mehrheit (in Zahlen) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

14.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

15.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

15.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

15.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer oder der Gesellschafter oder Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

15.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.

Zeichnung und Zahlung

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. B S.à r.l., wie vorstehend vertreten, zeichnet zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-).

Die Geschäftsanteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend Euro (EUR 1.000,-) betragen.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der Alleingeschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

a. Dr. Yves Marie Edmée Wagner, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 16. November 1958 in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, geschäftsansässig in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg; und

b. Ulrich Binner, Geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen; und

c. José María Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern.

2. Sitz der Gesellschaft ist in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und im Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Worauffin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Contern aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Ch. Schaub, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch le 20 avril 2012. Relation: DIE/2012/4657. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, den 20. April 2012.

Référence de publication: 2012050824/529.

(120070781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2012.

Firola Investment SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 58.681.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 juin 2012* à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059854/795/15.

Dengold Overseas S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.796.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 juin 2012* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012059849/795/16.

Cinven (Luxco 2) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 163.457.

—
EXTRAIT

En date du 30 avril 2012 les actionnaires de la Société ont décidé

- de fixer le nombre d'administrateurs à quatre;

- d'accepter la démission de Monsieur Bruno Schick en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 23 avril 2012;

et

- de nommer en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et pour une période de 5 ans Monsieur Chai Tong Joseph Wan, Administrateur, demeurant professionnellement au Suite 5812-14 Two International Finance Center, 8 Finance Street, Central Hong Kong.

Le conseil d'administration est par conséquent composé des membres suivants:

- Mme Danielle Arendt-Michels , demeurant professionnellement au 4, rue A. Borschette, L-1246 Luxembourg;
- M. Chai Tong Joseph Wan , demeurant professionnellement au Suite 5812-14 Two International Finance Centre, 8 Finance Street Central Hong Kong;
- M. Marc Lamberty , demeurant professionnellement au 4, rue A. Borschette, L-1246 Luxembourg; et
- M. Roberto Italia, demeurant professionnellement au Via Manzoni, 30, 20121 Milano, Italy.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cinven (Luxco 2) S.A.

Référence de publication: 2012051937/23.

(120072162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2012.

COFULUX-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8357 Goebblange, 9, Domaine du Beaugard.

R.C.S. Luxembourg B 168.391.

— STATUTS

L'an deux mille douze, le six février.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

1) Monsieur Gauthier CORNELIUS, agent d'Assurances, né à Differdange, le 20 mars 1956, demeurant à L-8357 Goebblange, 9, domaine du Beaugard.

2) Madame Darla-Gay FUSAZ-CRISWELL, salariée, née le 10 septembre 1964 à Dumas/Texas (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à L-3384 Noertzange, 16, op der Lohrwies,

ici représentée par Monsieur Gauthier CORNELIUS, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée en date du 6 février 2012, laquelle procuration restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Ces comparants, agissant ès-qualités, ont requis le notaire soussigné d'acter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent, comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de "COFULUX-Invest S.A."

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Koerich.

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration à tout autre endroit de la commune de Luxembourg.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'exploitation d'assurances toutes branches, de commerces et prestations de services.

Elle pourra faire des emprunts avec ou sans garantie et accorder tous concours, avances, garanties ou cautionnements à d'autres personnes physiques ou morales.

La société pourra accomplir en outre tout acte susceptible de favoriser son objet social, toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet dans les seules limites des lois régissant les matières visées.

La présente énumération est énonciative et non limitative.

Art. 5. Le capital social entièrement libéré est fixé à trente-deux mille euros (32.000,- EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent vingt euros (320,- EUR) chacune.

Souscription - Libération.

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur Gauthier CORNELIUS, prénommé, cinquante actions;	50
Madame Daria-Gay FUSAZ-CRISWELL, prénommée, cinquante actions;	50
Total: Cent actions	100

Les actions de la société ont été entièrement libérées en espèces par les associés, de sorte que le montant de trente deux mille euros (32.000,- €) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentale qui le constate expressément.

Les actions sont nominatives.

La société peut, dans la mesure et les conditions que la loi permet, racheter ses propres actions.

Toute action est indivisible, la société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social, ou en tout autre endroit désigné par les convocations, le premier mardi du mois de juin chaque année à 15h30, et pour la première fois en 2013.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 7. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par telefax, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants, sauf les majorités spéciales légalement requises.

Art. 8. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout porteur d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires. En présence d'actions au porteur les convocations sont faites par annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle pour une période qui ne pourra excéder six années, et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus; toutefois, un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur deviendrait vacant à la suite de décès, de démission, de révocation ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

Art. 11. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en a) ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) qui aura (auront) pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et qui représentera (représenteront) la société en justice.

Le conseil pourra encore nommer des fondés de pouvoir, directeurs ou autres mandataires auxquels il confiera tout ou partie de l'administration journalière.

La délégation de l'intégralité de la gestion journalière ne pourra s'opérer qu'avec l'accord préalable de l'Assemblée Générale.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de l'administrateur délégué et d'un administrateur, ou par la seule signature de toute(s) autre(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature auront été spécialement délégués par le conseil d'administration avec l'autorisation de l'assemblée générale.

Art. 14. Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un commissaire. Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article cinq des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires selon les conditions et les restrictions prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 67-1 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Art. 19. Pour toutes matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2012.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement, et qu'en outre ces conditions sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme d'environ mille cent euros (1.100,- EUR).

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 11 août 1998, les comparants déclarent connaître/être le bénéficiaire réel de cette opération et ils déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Déclaration

Avant de conclure, le notaire a attiré l'attention des comparants sur l'obligation pour la société de solliciter et d'obtenir les autorisations administratives requises avant toute transaction de nature commerciale.

Ils reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Assemblée constitutive

Et à l'instant le comparant agissant comme susdit, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaissait dûment convoqué, il a pris les résolutions suivantes:

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre.

Le nombre des commissaires est fixé à un.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six ans:

1) Monsieur Gauthier CORNELIUS, agent d'Assurances, né à Differdange, le 20 mars 1956, demeurant à L-8357 Goebblange, 9, Domaine du Bearegard.

2) Madame Josiane SCHIERTZ, agent d'Assurances, née à Esch-Alzette, le 06 décembre 1958, demeurant à L-8357 Goebblange, 9, Domaine du Bearegard.

3) Madame Darla-Gay FUSAZ-CRISWELL, salariée, née le 10 septembre 1964 à Dumas/Texas (États-Unis de l'Amérique), demeurant à L-3384 Noertzange, 16, op der Lohrwies;

4) Monsieur Daniel NOEL, avocat, né à Differdange, le 5 février 1970, demeurant à L-4435 Soleuvre, 25, rue de la Croix.

Est nommée administrateur-délégué Madame Josiane SCHIERTZ, préqualifiée.

4. La société est valablement engagée par la seule signature de l'administrateur-délégué.

5. L'adresse du siège social de la société est fixée à L-8357 Goebblange, 9, Domaine du Bearegard.

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes Monsieur Steven CORNELIUS, salarié, né à Niederkorn, le 1^{er} novembre 1985, demeurant à L-4439 Soleuvre, 68, rue d'Ehlerange.

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont à la charge de la société, les actionnaires comparants en étant débiteurs solidaires.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, dûment représentés, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: G. Cornelius, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 7 février 2012. Relation: CAP/2012/482. Reçu soixante-quinze euros. (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Capellen, le 13 février 2012.

Camille MINES.

Référence de publication: 2012050126/177.

(120068404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2012.

Alger Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 55.679.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2012.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2012050165/11.

(120069322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Algodeal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.447.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012050166/9.

(120069879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Anderson Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 106.017.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 25 avril 2012 à 10.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de M. Koen LOZIE, M. Joseph WINANDY et de COSAFIN S.A, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par M. Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, au poste d'administrateur.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler au poste de Commissaire aux Comptes la société THE CLOVER, Société Anonyme, ayant son siège social au 4, rue d'Arlon à L-8399 Windhof.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2012.

Pour copie certifiée conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012050192/19.

(120069549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.923.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fourth day of February.

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg),

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155923, incorporated on September 21, 2010 pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2498 of November 18, 2010 (the Company). The articles of association of the Company have been amended twice since its incorporation, and for the last time pursuant to a deed of notary Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated December 20, 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

1. OCM Luxembourg EPOF II S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 133551 (the Shareholder 1)

here represented by Mr. Alain Thill, employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

2. Robert John Crompton, residing at 7, Admiral Stirling Court, Weybridge, Surrey, KT13 8XX, United Kingdom (the Shareholder 2),

here represented by Mr. Alain Thill, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal;

3. Simon Pollitt, residing at Flat A 5 Santley, London SW4 7QA, United Kingdom (the Shareholder 3),

here represented by Mr. Alain Thill, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal;

4. Brian Welsh, residing at 4, Blakesley Court, London W5 2DU, United Kingdom (the Shareholder 4 and, together with the Shareholder 1, the Shareholder 2 and the Shareholder 3, the Shareholders),

here represented by Mr. Alain Thill, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal; and

5. Grenville Turner, residing at The Old Rectory, Puttenham Tring, Hertfordshire HP23 4PS, United Kingdom (GT), here represented by Mr. Alain Thill, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, prenamed and represented as stated above and representing the entire share capital of the Company, as defined below, have requested the undersigned notary, to record that:

I. OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., is a Luxembourg société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155923, incorporated on September

21, 2010 pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2498 of November 18, 2011. The articles of association of the Company have been amended twice since its incorporation, and for the last time pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary prenamed, dated December 20, 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is presently set at twelve thousand nine hundred seventy-five euro (EUR 12,975) represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares in registered form with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up (the Class A Shares) and (ii) four hundred and seventy-five (475) class B shares in registered form with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid up (the Class B Shares);

III. The agenda of the meeting is as follows:

1. Waiver of convening notices;
2. Creation of a new class of shares of the Company, namely the class C shares (the Class C Shares);
3. Increase of the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand nine hundred and seventy-five euro (EUR 12,975) represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up and (ii) four hundred and seventy-five (475) class B shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up, to thirteen thousand one hundred and seventy-five euro (EUR 13,175) by way of the issue of two hundred (200) Class C Shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each;
4. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 3. above and payment of a share premium;
5. Full restatement of the articles of association of the Company;
6. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the share capital increase specified in item 3., with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and
7. Miscellaneous.

IV. The Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders resolve to create a new class of shares namely the Class C Shares.

Third resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company from its present amount of twelve thousand nine hundred and seventy-five euro (EUR 12,975) represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each, (the Class A Shares) and (ii) four hundred and seventy-five (475) class B shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the Class B Shares) to thirteen thousand one hundred and seventy-five euro (EUR 13,175) by way of the issue of two hundred (200) class C shares (the Class C Shares), having a nominal value of one euro (EUR 1) each, in consideration for a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-eight thousand five hundred and seventy-one euro (EUR 28,571) which shall be allocated as follows:

- an amount of two hundred euro (EUR 200) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company, and
- an amount of twenty-eight thousand three hundred and seventyone euro (EUR 28,371) shall be allocated to the share premium reserve account of the Company.

Subscription - Payment

GT prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed for two hundred (200) new Class C Shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and to have paid them up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-eight thousand five hundred and seventy-one euro (EUR 28,571) which is evidenced to the notary by a certificate of blockage.

The amount of the increase of the share capital is forthwith at the free disposal of the Company.

V. The Shareholder 1, the Shareholder 2, the Shareholder 3, the Shareholder 4 and GT (together the Shareholders), now representing the entire share capital of the Company, have unanimously taken the following resolutions:

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above share capital increase and to empower and authorize any manager of the Company, each individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued Class C Shares in the register of shareholders of the Company.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to fully restate the articles of association of the Company. The Shareholders note that the corporate object clause has not been amended since the last modification brought to the articles. The restated articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

"I. Name- Registered office- Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l. (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at thirteen thousand one hundred and seventy-five euro (EUR 13,175) represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the Class A Shares), (ii) four hundred and seventy-five (475) class B shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the Class B Shares), and (iii) two hundred (200) class C shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the Class C Shares and together with the Class A Shares and the Class B Shares, the Shares), all subscribed and fully paid-up.

5.2. The holder(s) of the Class A Shares will be hereafter referred to as the Class A Shareholder(s).

5.3. The holder(s) of the Class B Shares will be hereafter referred to as the Class B Shareholder(s).

5.4. The holder(s) of the Class C Shares will be hereafter referred to as the Class C Shareholder(s), and together with the Class A Shareholder(s) and the Class B Shareholder(s), the Shareholders.

5.5. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single Shareholder or, as the case may be, by the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. For the purpose of the Articles, the following words and expressions shall have the following meanings:

Affiliate means, with respect to any person, any other person (or group of other persons acting in concert in respect of the person in question) that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, such person.

Available Cash means, as determined by the board of managers and subject to any adjustment that the Law or any other applicable law may require, cash proceeds to which the Company is beneficially entitled from whatever source (including, without limitation, cash received from the sale of any Subsidiary Undertaking or the assets of any Subsidiary Undertaking and cash received from a Subsidiary Undertaking) after deducting amounts equal to the aggregate of:

- (a) all funds necessary to pay for the expenses incurred in connection with the normal operations of the Company;
- (b) all amounts payable in respect of debts from time to time and prudent reserves in respect of all outstanding loans to the Company (including those arising pursuant to any CECs and PECs);
- (c) all other obligations of the Company to third parties from time to time, including, without limitation, obligations in connection with the Subsidiary Undertakings;
- (d) a reserve for the working capital and other needs of the Company and Subsidiary Undertakings as determined by the board of managers (it being acknowledged that such reserve may include a reserve for future anticipated or potential liabilities or obligations (actual or contingent) of the Company and Subsidiary Undertakings if so determined by the board of managers); and
- (e) costs, expenses and taxes arising (or which may arise) in connection with Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable. or Erreur ! Source du renvoi introuvable. above or any exit as it may be determined in any agreement which may be entered into between the Company and the Shareholders as amended, supplemented, adhered to or restated from time to time.

B Share Maximum has the meaning ascribed to it in any shareholders' agreement that may be concluded by the A Shareholder, the B Shareholders, the C Shareholder and the Company from time to time.

CEC means a convertible equity certificate issued by the Company from time to time on such terms as are determined by the board of managers and agreed by the holder(s) of the same.

Control means, in relation to a person, the power of another person (or persons acting together) to secure, whether by contract, voting rights or otherwise, and whether directly or indirectly (including, without limitation, via one or more intermediate undertakings) that the affairs of such person are conducted in accordance with the wishes of that other person (or persons) and "Controlled" shall have a corresponding meaning.

Equity Contributions means, in respect of a Shareholder, the aggregate value of:

- (a) subscription monies paid by that Shareholder (or any of its Affiliates) to the Company in respect of the issue of Shares or any other securities in the Company and the value of any CECs which have been converted into Shares or in respect of which a conversion notice has been given pursuant to the terms of the CECs;
- (b) all sums loaned to or otherwise made available to or invested in the Company or any of its Subsidiary Undertakings from time to time (excluding CECs and PECs) by that Shareholder (or any of its Affiliates) which have been expressly approved or accepted (by reference to this definition) at any time by the board of managers in writing;
- (c) all costs (including any irrecoverable VAT or similar tax but excluding any taxation on income or gains or other taxation) properly and reasonably incurred by that Shareholder (or any of its Affiliates) directly or indirectly in connection with the subscription for or acquisition of securities in the Company or otherwise for the benefit of the Company or the Group but not previously recharged to the Company, which have been expressly approved or accepted (by reference to this definition) at any time by the board of managers in writing; and
- (d) any express assumption of any liabilities by that Shareholder (or any of its Affiliates) of any liabilities on behalf of or for the benefit of the Group which have been expressly approved or accepted (by reference to this definition) at any time by the board of managers in writing.

Group means the Company and its Subsidiary Undertakings.

Management Shareholders means the B Shareholders and the C Shareholder and where the context permits or requires shall mean any one of them.

Management Shares means the B Shares and the C Shares and where the context permits or requires shall mean any of them.

PEC means a preferred equity certificate issued by the Company from time to time on such terms as are determined by the board of managers and agreed by the holder(s) of the same.

Prior Payments means any sums paid to, or on behalf of, any Management Shareholder under any agreement entered into by the Shareholders from time to time (including in respect of any costs paid of behalf of such Management Shareholder) in respect of the redemption or acquisition of any Management Shares (whether by the Company or any other

person) in which it has, or had, any interest whether by way of dividend, distribution, return of capital, payment of purchase price or otherwise.

Qualifying Securities means the relevant securities in the Company to be issued in connection with any Qualifying Securities Issue.

Qualifying Security Holder's Proportions means the proportion that the Qualifying Securities being sold represent of all Qualifying Securities in issue.

Qualifying Securities Issue means any securities of the Company issued, or to be issued, at the discretion of the Board, by the Company ranking ahead of all shares and securities in the Company in connection with any request or requirement of any lender to any member of the Group that any of the Shareholders provide further funding to the Company or its Subsidiary Undertaking.

Subsidiary Undertaking means any entity which is Controlled by another.

6.2. Where the Company makes a distribution of Available Cash, the Class A Shareholders shall receive the distribution as follows after the repayment of all sums owing or payable to the holder of any Qualifying Securities, CECs and PECs in accordance with the terms of the same (whether through redemption, repayment, cancellation repurchase or otherwise):

(i) first, in respect of each Class A Share, an amount equal to 10% of the nominal value of that Class A Share on the same date as it makes an equivalent distribution in respect of each Class B Share and each Class C Share;

(ii) second, in respect of the Class A Shares as a class, the amount necessary to ensure that the Class A Shareholder has received an amount equal to such Class A Shareholder's Equity Contributions (such amount being the "Hurdle");

(iii) third, following the Class A Shareholder having received the Hurdle, and at the same time as payment by the Company of all distributions required to be made in respect of the Class B Shares pursuant to Article 6.3 and the Class C Shares pursuant to Article 6.4, the balance of all Available Cash remaining after calculation of the entitlements of the Class B Shares.

6.3. Where the Company makes a distribution of Available Cash, the Class B Shareholders shall receive the distribution as follows:

(i) first, in respect of each Class B Share, an amount equal to 10 per cent of the nominal value of that Class B Share on the same date as it makes an equivalent distribution in respect of each Class A Share and each Class C Share;

(ii) second, in respect of each of the Class B Shares, after the Class A Shareholder has received the Hurdle, and at the same time as payment by the Company of the distributions to be made to the Class A Shareholder pursuant to Article 6.2, an amount equal to:

(A) the aggregate Equity Contributions made by the Class B Shareholders which have not, as applicable, already been repaid; plus

(B) an amount equal to 7 per cent of all remaining Available Cash; less

(C) any Prior Payments,

divided by the number of Class B Shares then in issue.

6.4. Where the Company makes a distribution of Available Cash, the Class C Shareholder shall receive the distribution as follows:

(iii) first, in respect of the Class C Shares as a class, an amount equal to 10 per cent of the nominal value of that Class C Share on the same date as it makes an equivalent distribution in respect of each Class A Share and each Class B Share;

(iv) second, in respect of the Class C Shares as a class, after the Class A Shareholder has received the Hurdle, and at the same time as payment by the Company of the distributions to be made to the Class A Shareholder pursuant to Article 6.2., an amount equal to:

(A) the aggregate Equity Contributions made by the Class C Shareholder which have not, as applicable, already been repaid; plus

(B) an amount equal to 2 per cent of all remaining Available Cash; less

(C) any Prior Payments.

6.5. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6. Each Share entitles its holder to one vote at the general meeting of the Shareholders of the company.

6.7. Subject to any shareholders' agreement which may be entered into between the Company and the Shareholders as amended, supplemented, adhered to or restated from time to time, the Shares are freely transferable among Shareholders or, if there is no more than one Shareholder, to third parties.

If the Company has more than one Shareholder, the transfer of Shares to non-Shareholders is subject to (i) the prior approval of the general meeting of Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company and (ii) any obligations that may be provided for in any agreement which may be entered into between the Company and the Shareholders as amended, supplemented, adhered to or restated from time to time. Such agreement shall be notified to any non-shareholder transferee prior to any transfer of Shares.

A Share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.8. A Shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder who so requests.

6.9. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law.

In addition, the Company may repurchase its own Shares and keep them in treasury provided that the following cumulative conditions are met:

(i) if the Shares are to be repurchased for a price higher than their nominal value, the surplus (i.e. the amount exceeding the nominal value) must be paid from, distributable amount being as at the date of repurchase, the amount of the profits made since the end of the last financial year plus any profits carried forward and any amounts drawn from reserves which are available for that purpose, less any losses carried forward and sums to be reserved in accordance with the Law or these Articles;

(ii) the authorisation for the acquisition of the Shares must be given by the general meeting of Shareholders, which determines the terms and conditions of the proposed acquisition, in particular the number of Shares to be acquired and, in the case of an acquisition for value, the consideration;

(iii) the acquisition, including both the Shares which the Company previously acquired and holds in treasury and Shares acquired by a person acting in his own name but on behalf of the Company, is not permissible if (i) the Company's net assets are or, (ii) if such acquisition would have the effect of causing the Company's net assets to become, lower than the amount of the subscribed capital plus the reserves which may not be distributed under the Law or by virtue of the Articles; and

(iv) if the repurchased Shares are included in the assets shown in the balance sheet, a non-distributable reserve of the same amount shall be created in the liabilities.

6.10. The voting rights and the dividend rights attached to the Shares held in treasury by the Company are suspended until their transfer to a third party.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be Shareholder(s). The A Shareholder shall have the exclusive right to propose from time to time to the general meeting of Shareholders the number of managers of which the board of managers of the Company shall be composed. The A Shareholder shall have the exclusive right exercisable by notice in writing to the Company to propose persons for appointment as managers from time to time. It shall also have the exclusive right by notice in writing to propose for removal any such manager and to propose for appointment another person in replacement of such manager. The decision to appoint and remove the managers shall be taken at a general meeting of Shareholders of the Company. The Management Shareholders agree to vote in the same manner as the A Shareholder in respect of any vote cast in relation to the appointment or removal (as the case may be) of a manager.

7.2. Subject to article 7.1, the managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either Shareholders or not, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single Shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of Shareholders.

12.2. Each Shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each Shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of Shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the Shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The Shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the Shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the Shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and Shareholders towards the Company.

14.3. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. Subject to and without prejudice to the provisions of Article 6, the general meeting of Shareholders has discretionary power to dispose of the surplus profit and may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single Shareholder or the general meeting of Shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the Shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The Shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the Shareholders in proportion to the Shares held by each of them.

VI. General provision

17.1. Notices and communications are made or waived and the circular resolutions of the managers as well as the circular resolutions of the Shareholders are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with meetings of the board of managers may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the board of managers.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the circular resolutions of the managers, the resolutions adopted by the board of managers by telephone or video conference and the circular resolutions of the Shareholders, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time."

There being no further business, the meeting is closed.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand five hundred and fifty euro.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155923, constituée le 21 septembre 2010 suivant un acte du notaire Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2498 du 18 novembre 2010 (la Société). Les statuts de la Société ont été modifiés deux fois depuis sa constitution, et pour la dernière fois suivant un acte du notaire Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg en date du 20 décembre 2011, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

ONT COMPARU:

1. OCM Luxembourg EPOF II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133551 (l'Associé 1),

ici représentée par Monsieur Alain Thill, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Robert John Crompton, demeurant au 7, Admiral Stirling Court, Weybridge, Surrey, KT13 8XX, Royaume-Uni (l'Associé 2),

ici représenté par Monsieur Alain Thill, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3. Simon Pollitt, demeurant à Flat A 5 Santley, London SW4 7QA, Royaume-Uni (l'Associé 3),

ici représenté par Monsieur Alain Thill, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

4. Brian Welsh, demeurant au 4, Blakesley Court, London W5 2DU, Royaume-Uni (l'Associé 4 et avec l'Associé 1, l'Associé 2 et l'Associé 3, les Associés),

ici représenté par Monsieur Alain Thill, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

5. Greenville Turner, demeurant à The Old Rectory, Puttenham Tring, Hertfordshire HP23 4PS, Royaume-Uni (GT)

ici représenté par Monsieur Alain Thill, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, précités et représentés comme indiqué ci-dessus et représentant la totalité du capital social de la Société, tel que défini ci-dessous, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155923, constituée le 21 septembre 2010 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2498 du 18 novembre 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés deux fois depuis sa constitution, et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire prénommé, en date du 20 décembre 2011, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille neuf cent soixante-quinze euros (EUR 12.975) représenté par (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe A) et (ii) quatre cent soixante-quinze (475) parts sociales de classe B sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales de Classe B);

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Création d'une nouvelle classe de parts sociales de la Société, soit les parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C);

3. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille neuf cent soixante-quinze euros (EUR 12.975) représenté par (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées et (ii) quatre cent soixante-quinze (475) parts sociales de classe B sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à treize mille cent soixante-quinze euros (EUR 13.175) par l'émission de deux cents (200) Parts Sociales de Classe C, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune;

4. Souscription et libération de l'augmentation du capital social indiquée au point 3. ci-dessus et paiement d'une prime d'émission;

5. Refonte complète des statuts de la Société;

6. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter l'augmentation du capital social indiquée au point 3., avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

7. Divers.

IV. Les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés à l'Assemblée se considérant eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

Les Associés décident de créer une nouvelle classe de parts sociales soit les Parts Sociales de Classe C.

Troisième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille neuf cent soixante-quinze euros (EUR 12.975) représenté par (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, (les Parts Sociales de Classe A) et (ii) quatre cent soixante-quinze (475) parts sociales de classe B sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Parts Sociales de Classe B) à treize mille cent soixante-quinze euros (EUR 13.175) par l'émission de deux cents (200) Parts Sociales de Classe C (les Parts Sociales de Classe C), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, en contrepartie d'un apport en numéraire d'un montant total de vingt-huit mille cinq cent soixante et onze euros (EUR 28,571) qui sera affecté de la manière suivante:

- un montant de deux cents euros (EUR 200) sera affecté au compte de capital social nominal de la Société, et

- un montant de vingt-huit mille trois cent soixante et onze euros (EUR 28,371) sera affecté au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

Souscription - Libération

GT précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare avoir souscrit à deux cents (200) nouvelles Parts Sociales de Classe C, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et les avoir entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-huit mille cinq cent soixante et onze euros (EUR 28,571) dont la preuve est apportée au notaire instrumentant par un certificat de blocage.

Le montant de l'augmentation du capital social est immédiatement à la libre disposition de la Société.

V. L'Associé 1, l'Associé 2, l'Associé 3, l'Associé 4 et GT (collectivement les Associés), qui représentent désormais la totalité du capital social de la Société, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter l'augmentation du capital social ci-dessus et de donner pouvoir et d'autoriser tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des Parts Sociales de Classe C nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Cinquième résolution

Les Associés décident de reformuler intégralement les statuts de la Société. Les Associés prennent note que la clause relative à l'objet social n'a pas été modifiée depuis la dernière modification apportée aux statuts. Les statuts coordonnés de la Société auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l. (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution des Associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de dette de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, en ce compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à treize mille cent soixante-quinze euros (EUR 13.175), représenté par (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Parts Sociales de Classe A), (ii) quatre cent soixante-quinze (475) parts sociales de classe B sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Parts Sociales de Classe B) et (iii) deux cents (200) parts sociales de classe C sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Parts Sociales de Classe C et avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales), toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe A sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe A.

5.3. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe B sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe B.

5.4. Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Classe C sera/seront désigné(s) ci-après comme le(s) Associé(s) de Classe C, et avec le(s) Associé(s) de Classe A et le(s) Associé(s) de Classe B, les Associés.

5.5. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution de l'Associé Unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des Associés adoptée selon les modifications requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Pour les besoins des Statuts, les mots et expressions suivants auront la signification suivante:

Affilié signifie, à l'égard d'une personne, toute autre personne (ou groupe d'autres personnes agissant de concert à l'égard de cette personne) qui, directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, Contrôle, est Contrôlée par ou se trouve sous un Contrôle conjoint avec, cette personne.

Liquidités Disponibles signifie, tel que déterminé par le conseil de gérance et sous réserve de toute modification requise par la Loi ou toute autre loi applicable, les revenus en espèces auxquels la Société a droit de la part de quelque source que ce soit (en ce compris, notamment, les espèces provenant de la vente d'une Entreprise Filiale ou des actifs d'une Entreprise Filiale et les espèces provenant d'une Entreprise Filiale) après la déduction des montants équivalents au total de:

- (a) tous les fonds nécessaires au paiement des dépenses encourues en relation avec les activités normales de la Société;
- (b) tous les montants exigibles concernant les dettes présentes ou futures et les réserves prudentes relatives aux emprunts en cours de la Société (y compris ceux provenant des CECs et PECs);
- (c) toutes les autres obligations présentes ou futures de la Société envers des tiers, en ce compris, notamment, les obligations relatives aux Entreprises Filiales;
- (d) une réserve pour le fonds de roulement et autres besoins de la Société et des Entreprises Filiales telle que déterminé par le conseil de gérance (étant entendu que le conseil de gérance peut décider que cette réserve doit comprendre une réserve pour les dettes ou obligations futures prévues ou possibles (réelles ou éventuelles) de la Société et des Entreprises Filiales); et
- (e) les frais, dépenses et taxes survenant (ou qui peuvent survenir) en raison des points (a), (b), (c) et (d) ci-dessus, ou toute sortie prévue par tout contrat pouvant être conclu entre la Société et les Associés, tel que modifié, complété, accepté ou reformulé de temps à autre.

Maximum de Parts Sociales de Classe B a la signification qui lui est attribuée par tout pacte d'associés pouvant être conclu de temps à autre entre l'Associé A, l'Associé B, l'Associé C et la Société.

CEC signifie un certificat de parts sociales convertible émis par la Société de temps à autre selon les conditions prévues par le conseil de gérance et acceptées par le(s) titulaire(s) de ce certificat.

Contrôle signifie, à l'égard d'une personne, le pouvoir d'une autre personne (ou de personnes agissant conjointement) de s'assurer, que ce soit par contrat, droits de vote ou autre, directement ou indirectement (en ce compris, notamment, par le biais d'une ou de plusieurs entreprises intermédiaires) que les affaires de cette personne soient menées conformément aux souhaits de cette autre personne (ou personnes) et «Contrôlé» aura la signification correspondante.

Apport de Capital signifie, à l'égard d'un Associé, la valeur totale de:

(a) les fonds de souscription payés par cet Associé (ou l'un de ses Affiliés) à la Société en relation avec les Parts Sociales émises ou avec tout autre titre dans la Société et la valeur de tout CEC converti en Parts Sociales ou pour lequel un avis de conversion a été envoyé en vertu des conditions des CECs;

(b) toutes les sommes prêtées ou bien mises à disposition de ou investies de temps à autre dans la Société ou dans l'une de ses Entreprises Filiales (à l'exception des CECs et des CPECs) par l'Associé (ou l'un de ses Affiliés) qui ont été expressément approuvées ou acceptées (dans le sens de la présente définition) par écrit par le conseil de gérance de temps à autre;

(c) tous les frais (y compris toute TVA irrécouvrable ou autre impôt similaire en excluant toutefois les impôts sur les revenus et les profits ou autre) régulièrement et raisonnablement encourus par cet Associé (ou l'un de ses Affiliés) directement ou indirectement liés à la souscription ou à l'acquisition de titres dans la Société ou bien au profit de la Société ou du Groupe mais qui n'ont pas été refacturés à la Société au préalable, qui ont été expressément approuvés ou acceptés (dans le sens de la présente définition) par écrit par le conseil de gérance de temps à autre; et

(d) toute présomption expresse de dettes par cet Associé (ou l'un de ses Affiliés) de toutes dettes au nom et pour le compte du Groupe qui ont expressément été approuvées ou acceptées (dans le sens de la présente définition) par écrit par le conseil de gérance de temps à autre.

Groupe signifie la Société et ses Entreprises Filiales. Les Associés Commandités signifie les Associés B et les Associés C et lorsque le contexte le permet ou l'exige, l'un d'entre eux. Les Parts Sociales de Commandités signifie les Parts Sociales de Classe B et les Parts Sociales de Classe C et lorsque le contexte le permet ou l'exige, l'une d'entre elles.

PEC signifie un certificat de parts sociales préférentielles émis par la Société de temps à autre selon les conditions prévues par le conseil de gérance et acceptées par le(s) titulaire(s) de ce certificat.

Paiements Antérieurs signifie toute somme payée à, ou pour le compte de, tout Associé Commandité selon tout contrat conclu par les Associés de temps à autre (y compris les frais payés pour le compte de cet Associé Commandité) dans le cadre du rachat ou de l'acquisition de Parts Sociales de Commandités (que ce soit par la Société ou toute autre personne) dans lesquelles il a, ou a eu, un intérêt que ce soit par dividende, distribution, rendement de capital, paiement du prix d'achat ou autre.

Titres Qualifiés signifie les titres concernés de la Société émis lors d'une Emission de Titres Qualifiés.

Proportion de Détenteurs de Titres Qualifiés signifie la proportion que représentent les Titres Qualifiés en vente par rapport à la totalité des Titres Qualifiés en circulation.

Emission de Titres Qualifiés signifie tout titre de la Société émis, ou à émettre par la Société, à l'appréciation du Conseil, ayant un rang supérieur par rapport à la totalité des parts sociales et titres de la Société, en rapport avec toute demande ou exigence faite par un prêteur à un membre du Groupe pour qu'un des Associés fournisse des fonds supplémentaires à la Société ou à son Entreprise Filiale.

Entreprise Filiale signifie toute entité Contrôlée par une autre.

6.2. Lorsque la Société réalise une distribution de Liquidités Disponibles, les Associés de Classe A recevront la distribution de la manière suivante après le remboursement de toutes les sommes dues ou exigibles au détenteur de Titres Qualifiés, CECs et PECs conformément aux conditions de ceux-ci (que ce soit par le rachat, le remboursement, le rachat par annulation ou autre):

(i) premièrement, pour chaque Part Sociale de Classe A, un montant égal à 10 pour cent de la valeur nominale de cette Part Sociale de Classe A à la même date que lorsqu'elle fait une distribution équivalente pour chaque Part Sociale de Classe B et chaque Part Sociale de Classe C; (ii) deuxièmement, pour les Parts Sociales de Classe A en tant que Classe, le montant nécessaire afin de s'assurer que l'Associé de Classe A a reçu un montant égal à ses Apports de Capital pour cette Classe A (ce montant étant le "Hurdle");

(iii) troisièmement, après que l'Associé de Classe A ait reçu le Hurdle, et au même moment en tant que paiement par la Société de toutes les distributions requises pour les Parts Sociales de Classe B conformément à l'Article 6.3 et les Parts Sociales de Classe C conformément à l'Article 6.4., le solde de toutes les Liquidités Disponibles restant après le calcul des droits des Parts Sociales de Classe B.

6.3. Lorsque la Société réalise une distribution de Liquidités Disponibles, les Associés de Classe B recevront la distribution de la manière suivante:

(i) premièrement, pour chaque Part Sociale de Classe B, un montant égal à 10% de la valeur nominale de cette Part Sociale de Classe B à la même date que lorsqu'elle fait une distribution équivalente pour chaque Part Sociale de Classe A et chaque Part Sociale de Classe C;

(ii) deuxièmement, pour chacune des Parts Sociales de Classe B, après que les Associés de Classe A aient reçus le Hurdle, et au même moment que le paiement par la Société de la distribution aux Associés de Classe A conformément à l'Article 6.2., un montant égal à:

(A) le total des Apports de Capital faits par les Associés de Classe B qui, le cas échéant, n'ont pas encore été remboursés; plus

(B) un montant égal à sept pour cent de la totalité des Liquidités Disponibles restantes; moins

(C) tout Paiement Antérieur;

divisé par le nombre de Parts Sociales de Classe B alors en circulation.

6.4. Lorsque la Société réalise une distribution de Liquidités Disponibles, l'Associé de Classe C recevra la distribution comme suit:

(i) premièrement, pour chaque Part Sociale de Classe C en tant que classe, un montant équivalent à 10 pour cent de la valeur nominale de cette Part Sociale de Classe C à la même date que lorsqu'elle fait une distribution équivalente pour chaque Part Sociale de Classe A et chaque Part Sociale de Classe B;

(ii) deuxièmement, pour chacune des Parts Sociales de Classe C en tant que classe, après que l'Associé de Classe A ait reçu le Hurdle, et au même moment que le paiement par la Société des distributions à l'Associé de Classe A conformément à l'Article 6.2., un montant égal à:

(A) le total des Apports de Capital faits par l'Associé de Classe C qui, le cas échéant, n'ont pas encore été remboursés; plus

(B) un montant égal à deux pour cent de la totalité des Liquidités Disponibles restantes; moins

(C) tout Paiement Antérieur.

6.5. Envers la Société, les Parts Sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6. Chaque Part Sociale confère à son détenteur un droit de vote lors de l'assemblée générale des Associés de la Société.

6.7. Sous réserve de tout pacte d'associés pouvant être conclu entre la Société et les Associés, tel que modifié, complété, accepté ou reformulé de temps à autre, les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés ou, en cas d'Associé Unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'Associés, la cession de Parts Sociales à des non-Associés est soumise (i) à l'accord préalable de l'assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société et (ii) à toute obligations prévues par tout contrat pouvant être conclu entre la Société et les Associés, tel que modifié, complété, accepté et reformulé de temps à autre. Un tel contrat sera notifié à tout cessionnaire non-associé avant toute cession de Parts Sociales.

La cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par cette dernière conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.8. Un registre des Associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il peut être consulté par chaque Associé qui en fait la demande.

6.9. La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites prévues par la Loi.

De plus, la Société peut racheter ses propres Parts Sociales et les conserver dans sa trésorerie sous réserve que les conditions cumulées suivantes soient respectées:

(i) Si les Parts Sociales sont rachetées à un prix supérieur à leur valeur nominale, le surplus (soit le montant dépassant la valeur nominale) doit être payé à partir du montant distribuable étant, à la date du rachat, le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social plus tout bénéfice reporté et tout montant prélevé sur les réserves disponibles à cet effet, moins les pertes reportées et les sommes à mettre en réserve conformément à la Loi et aux présents Statuts;

(ii) l'autorisation pour l'acquisition des Parts Sociales doit être donnée par l'assemblée générale des Associés, qui détermine les modalités et conditions de l'acquisition proposée, plus particulièrement, le nombre de Parts Sociales à acheter et dans le cas d'une acquisition à titre onéreux, la contrepartie;

(iii) l'acquisition, y compris à la fois les Parts Sociales que la Société a acquis précédemment et détient dans sa trésorerie et les Parts Sociales acquises par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de la Société, n'est pas autorisée si (i) les actifs nets de la Société sont ou, (ii) si cette acquisition entraînerait les actifs nets de la Société à devenir inférieur au montant du capital souscrit plus les réserves non-distribuable selon la Loi ou en vertu des Statuts; et

(iv) si les Parts Sociales rachetées sont incorporées aux actifs apparaissant dans le bilan, une réserve non-distribuable du même montant sera créée dans le passif.

6.10. Les droits de vote et les droits au dividende liés aux Parts Sociales détenues dans la trésorerie par la Société sont suspendus jusqu'à leur cession à un tiers.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution de l'assemblée générale des Associés, qui fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront le conseil de gérance. Le (s) gérant(s) ne doivent pas nécessairement être associé(s). Il reviendra à l'Associé de Classe A de proposer de temps à autre à l'assemblée générale des Associés le nombre de gérants qui devrait composer le conseil de gérance de la Société. Il reviendra également à l'Associé de Classe A de proposer par écrit à la Société le nom des personnes à nommer en tant que gérants de temps à autre. Il aura également le droit exclusif de proposer par écrit la révocation de ce gérant et la

nomination d'une autre personne en remplacement de ce gérant. La décision de nommer et de révoquer les gérants sera adoptée en assemblée générale des Associés de la Société. Les Associés Commanditaires acceptent de voter de la même manière que l'Associé de Classe A lors de tout vote exprimé concernant la nomination ou la révocation (selon le cas) d'un gérant.

7.2 Sous réserve de l'article 7.1., les gérants sont révocables à tout moment ad nutum (sans aucun motif).

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, Associés ou non, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour cette réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans cette convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir une parfaite connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, fax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant peut se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance ne sont adoptées valablement qu'à la majorité des voix exprimées. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de pouvoir s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être envoyées par lettre ou par fax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, selon le cas, par les signatures individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article

8.2. des présents Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les présents Statuts et avec les dispositions applicables de la Loi.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'Associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des Associés.

12.2. Chaque Associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

12.3. Tout Associé peut se faire représenter aux assemblées générales des Associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, fax ou courrier électronique une autre personne ou entité comme son mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'Associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des Associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à tous les Associés par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, fax ou courrier électronique. Les Associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des Associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être envoyées par lettre ou par fax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement adoptées que dans la mesure où elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société ne peuvent être adoptées qu'à la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social de la Société commencera le premier janvier de chaque année et prendra fin le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance doit préparer le bilan et le compte de résultat de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des éléments du patrimoine actif et passif de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (le cas échéant), et Associés envers la Société.

14.3. Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire susmentionné et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Un montant de cinq pour cent (5%) sera prélevé sur les bénéfices nets annuels de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

15.2. Sous réserve de et sans préjudice des dispositions de l'Article 6, l'assemblée générale des Associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde du bénéfice et pourra en particulier affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

- (i) un relevé de comptes ou un inventaire ou un rapport est dressé par le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de ce relevé de comptes, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de verser des acomptes sur dividendes est prise par l'Associé unique ou l'assemblée générale des Associés de la Société;
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Associés, adoptée avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les Associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux Associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VI. Disposition générale

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires des gérants ainsi que les résolutions circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du conseil de gérance peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le conseil de gérance.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire à l'ensemble des conditions légales pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires des gérants, des résolutions adoptées par le conseil de gérance par téléphone ou visioconférence et des résolutions circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Associés."

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ mille cinq cent cinquante euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, le présent acte original.

Signé: Alain Thill, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 1^{er} mars 2012. Relation GRE/2012/778. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 avril 2012.

Référence de publication: 2012046831/832.

(120062732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2012.

Arcelor Investment Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 35.430.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012050172/9.

(120069233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Althea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 146.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 27 avril 2012.

Référence de publication: 2012050168/10.

(120069252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Dartagnan Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 159.725.

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale de la Société tenue en date du 30 mars 2012, que:

Monsieur Pierre Denis, employé privé, né le 4 décembre 1966 à Verviers, Belgique et ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommé administrateur de la Société avec effet immédiat en remplacement de Madame Bénédicte Moens-Colleaux administrateur démissionnaire pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Dès lors, le conseil d'administration de la Société est composé des personnes suivantes:

- Mme Emanuela BRERO,
- M Manuel Mouget,
- M Pierre Denis

L'assemblée nomme commissaire aux comptes, Headstart Management Services S.à r.l. ayant son siège social à 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, enregistré au RCS Luxembourg sous le numéro B 155181, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012 en remplacement du mandat de réviseur d'entreprises agréé de Deloitte S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2012.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012051244/27.

(120070522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2012.

Althea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 146.371.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal des décisions de l'Actionnaire Unique de la Société du 17 avril 2012 que:

(i) le mandat de Réviconsult S.à r.l., commissaire aux comptes de la Société, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous numéro B 139 013, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2013;

(ii) le mandat de Céline PIGNON, administrateur de classe B de la Société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 27 avril 2012.

Référence de publication: 2012050169/17.

(120069416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Anya-L Strategic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 164.569.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2012.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2012050171/14.

(120069294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

ArcelorMittal Holdings, Schiffange facilities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 44.056.

—
L'Assemblée générale du 27 avril 2012 a pris acte de la démission de Monsieur Gérard Evrard, administrateur démissionnaire.

L'Assemblée générale a décidé de nommer Monsieur Matthias Günther en tant que nouvel administrateur, avec adresse professionnelle à Rue Emile Mark, L-4503 Differdange, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2012.

Référence de publication: 2012050173/14.

(120069500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Adames S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l' Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 27.003.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions du Conseil d'Administration du 26 Avril 2012 que le siège social de la société a été transféré au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Luxembourg.

Référence de publication: 2012050179/13.

(120069247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Poncellina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 47.339.

—
L'Assemblée générale ordinaire du 18 avril 2012 a décidé de:

- Renouveler le mandat des administrateurs, Madame Sandra Pasti, Monsieur Jean-Philippe Mersy et Monsieur Jean-Michel Pasti.

Leur mandat d'une durée de six ans viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2018.

- Confirmer Madame Sandra Pasti dans ses fonctions d'Administrateur délégué pour une période de six ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2018.

- Renouveler le mandat de HRT Révision S.A., 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, pour la révision des comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2012. Le mandat du Réviseur expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2013.

Le Conseil d'administration est composé trois membres:

- Mme Sandra Pasti, administrateur délégué, administrateur de sociétés, L-1368 Luxembourg, 40 rue du curé (adresse professionnelle)

- M. Jean-Philippe Mersy, administrateur, expert-comptable, L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la faiencerie (adresse professionnelle)

- M. Jean-Michel Pasti, administrateur, employé privé, L-1368 Luxembourg, 40 rue du curé (adresse professionnelle)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 mai 2012.

PONCELLINA S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2012051637/26.

(120071464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2012.

Agar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l' Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 72.836.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions du Conseil d'Administration du 26 avril 2012 que le siège social de la société a été transféré au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Luxembourg.

Référence de publication: 2012050180/13.

(120069226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Agoranet Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 72.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AGORANET HOLDING S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012050181/11.

(120069634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Agropolis S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 63.160.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 30 mars 2012

3^{ème} résolution:

L'Assemblée Générale décide de prononcer la clôture de la liquidation de la société AGROPOLIS S.A. (en liquidation) qui cessera d'exister.

L'Assemblée Générale décide que les documents sociaux seront conservés, au minimum pendant 5 années, au siège social de HRT FIDALUX S.A., qui est actuellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30 mars 2012.

Pour AGROPOLIS S.A. (en liquidation)

Référence de publication: 2012050182/17.

(120069276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2012.

Aurigans S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 125.376.

Procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 19 janvier 2012

Tous les Actionnaires sont présents.

Les Actionnaires ont pris les décisions suivantes:

Les Actionnaires décident:

- de renouveler les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour une nouvelle période qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2018.

1) M. MARISSIAUX François, Administrateur, demeurant à 10, Rue de la Crête F-59650 VILLENEUVE D'ASCQ.

M. MARISSIAUX François est également nommé Administrateur délégué avec pouvoir de signature individuelle.

2) Mme PACQUENTIN Carole, Administrateur, demeurant à 54, Avenue Garaialde F-62152 NEUFCHATEAU-HAR-DELOT.

3) Mme LYSZYK Cathie, Administrateur, demeurant à 90, Rue de Lens F-59480 LA BASSEE.

4) PRISMA CONSULTING S.A.R.L. (B101674), Commissaire aux comptes, ayant son siège social à Z.I. de Kehlen L-8287 KEHLEN

Les décisions ont été admises à l'unanimité.

Après cela l'assemblée générale extraordinaire est déclarée comme terminée.

AURIGANS S.A.

M. MARISSIAUX François / Mme PACQUENTIN Carole / Mme LYSZYK Cathie
Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012051239/25.

(120070678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2012.